



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

*Réunion du Comité des Ministres des Finances et des Gouverneurs de
Banques Centrales*

***L'AFRIQUE ET LA CRISE :
PRÉVENIR UNE CRISE DU DÉVELOPPEMENT ET PRÉPARER LA REPRISE***

Abuja, 14 juillet 2009

1. Introduction

La crise financière et économique mondiale a des effets profonds dans toute l'Afrique, qui continuent de se propager et de s'accroître. Il n'a fallu que quelques mois pour voir la croissance des économies africaines se réduire de moitié. Les dividendes des réformes, obtenus au prix de lourds sacrifices sur le plan de la stabilité macroéconomique, de la gestion de la dette et de l'amélioration du climat de l'investissement, sont aujourd'hui sérieusement menacés.

Que peut-on faire pour protéger les économies africaines et les millions de pauvres vivant sur le continent contre les effets néfastes du ralentissement économique et pour préparer une reprise rapide ? La plupart des pays africains n'ont pas les ressources nécessaires pour initier des interventions contracycliques adéquates. Par conséquent, les efforts déployés au niveau national doivent être complétés par un soutien déterminé et concerté de la communauté internationale. Des actions rapides et ciblées sont urgemment requises pour éviter que la crise de la croissance ne se transforme en une crise sociale et du développement plus profonde à travers le continent.

Le présent document d'information fait le point sur l'impact de la crise au cours des derniers mois et met en évidence les interventions menées par les pays et à l'échelle mondiale pour y faire face. Il analyse les opportunités et les limites des récentes initiatives prises au niveau mondial pour soutenir les pays en développement, notamment les pays africains à faible revenu. Ce document identifie également les domaines sur lesquels les responsables des politiques devraient concentrer davantage leurs efforts afin d'atténuer l'impact de la crise tout en préparant les pays africains à amorcer une relance forte après la crise.

2. Une crise aux effets profonds, divers et en mutation rapide

Un ralentissement, voire une contraction de la croissance dans certains pays

La crise économique mondiale s'est rapidement propagée en Afrique et a eu pour conséquence un ralentissement marqué des économies africaines. Plusieurs pays devraient même connaître un fléchissement. Il ressort des prévisions faites récemment par la Banque africaine de développement que la croissance de l'Afrique ne dépassera pas 2,3 pour cent en 2009, un taux en baisse par rapport au taux de croissance de 5,8 pour cent enregistré avant la crise. Pour la première fois depuis 1994, l'ensemble du continent connaîtra une croissance négative par habitant.

La crise a frappé les principaux leviers de la croissance dont a récemment bénéficié l'Afrique, notamment le commerce, les flux de capitaux et le tourisme. Au mois de février de cette année, la valeur des exportations du continent s'est contractée de 16,3 milliards de dollars EU par rapport à son niveau au cours du même mois l'an dernier et de 21 milliards de dollars EU par rapport au niveau d'avant la crise, en août 2008 (Figures 1 et 2). Les exportateurs de pétrole ont enregistré une diminution plus marquée

de leurs recettes d'exportation par rapport à celles des exportateurs de minerais, en réponse à la baisse relativement moins forte des prix de la plupart des minerais en comparaison de celle subie par les cours du pétrole. Les exportateurs de produits agricoles ont été bien mieux lotis. Néanmoins, la part dominante qu'occupent les exportateurs de pétrole dans la croissance globale du continent explique les très faibles résultats en termes de croissance et les sombres perspectives de croissance à moyen terme. La crise a démontré l'ampleur du risque de concentration, en particulier la dépendance vis-à-vis des produits de base. Les pays tributaires de ces produits ont été touchés plus vite et plus durement par la crise en particulier lorsque leurs fondamentaux sont peu solides (Figure 3).

La crise économique mondiale qui sévit actuellement fait suite au renchérissement des denrées alimentaires, et principalement des denrées de base comme le riz, le blé et le maïs et l'énergie, notamment le pétrole. Entre 2000 et 2008, les prix de ces trois produits alimentaires ont triplé. Même s'ils ont baissé durant le premier trimestre de 2009, les prix des denrées alimentaires restent toujours beaucoup plus élevés qu'en 2000. En 2009, les indices de prix du riz, du blé et du maïs sont en moyenne 2 fois plus élevés qu'en 2000. Les importateurs nets de denrées alimentaires ont ainsi beaucoup de mal à faire face à la fois aux effets de la crise économique et un coût élevé des importations agricoles.

Le ralentissement de la croissance aura des conséquences préjudiciables sur les efforts déployés par les pays africains en vue de réduire la pauvreté et de réaliser les autres objectifs de développement. À mesure que baissent les revenus et que des emplois sont perdus, le continent pourrait voir des millions d'Africains sombrer dans la pauvreté. Avec une marge de manœuvre budgétaire limitée, peu de gouvernements africains sont en mesure de financer des programmes de protection sociale adéquats afin de préserver les pauvres de l'impact de la crise. Les tentatives pour accroître les dépenses sociales risquent de creuser les déficits budgétaires. Une aggravation des déficits du compte courant se traduira par une contraction des importations de produits de base comme les médicaments, le matériel et les fournitures destinées à l'éducation. En conséquence, il existe un véritable risque que certains pays connaissent un ralentissement de leurs progrès vers la réalisation des OMD et des autres objectifs de développement.

Les pays à revenu intermédiaire et les moteurs de la croissance

Les pays à revenu intermédiaire (PRI) et les grandes économies ouvertes en général (par exemple, le Nigéria) ont été les premiers à être frappés par la crise, ce qui a entraîné de lourdes pertes sur leurs marchés boursiers. En valeur relative, certains marchés africains des valeurs mobilières ont subi des pertes en termes de capitalisation boursière plus importantes que celles enregistrées aux Etats-Unis et en Europe (Tableau 1). Les effets de la crise se sont désormais propagés au secteur réel. Encore une fois, les pays qui dépendent le plus des ressources naturelles ont connu un ralentissement de la croissance relativement plus prononcé et doivent faire face à une diminution plus importante des recettes commerciales et fiscales.

Il convient de citer quelques exemples pour illustrer ces évolutions au sein du groupe des PRI. L'économie sud-africaine est officiellement entrée en récession pendant le premier trimestre de cette année, suite à la contraction observée sur deux trimestres consécutifs. La production industrielle a enregistré une baisse record de 21,6 pour cent d'une année sur l'autre en avril, se stabilisant à son niveau le plus bas depuis 6 ans. Les ventes au détail ont diminué de 6,7 pour cent en avril, ce qui reflète la baisse de la confiance des consommateurs. Le pays a vu s'accroître son déficit commercial qui a atteint 6,6 milliards de dollars EU au cours du premier trimestre, contre 2,4 milliards de dollars EU à la fin 2008. La baisse de la production dans les secteurs minier et manufacturier explique les taux de chômage croissants (en hausse de 23,9 pour cent pendant le premier trimestre, contre 21,9 pour cent auparavant).

Le Botswana qui représentait depuis plusieurs décennies la réussite la plus fulgurante du continent avant la crise est susceptible de connaître un ralentissement économique de 4,7 pour cent. La production de diamant s'est effondrée et le chômage est en augmentation. À l'Île-Maurice, le tourisme a été frappé par la crise et a enregistré une performance en recul de 9,9 pour cent au premier trimestre par rapport à l'année dernière. On observe aussi une montée du chômage, qui s'établit à 8 pour cent au premier trimestre, contre 6,2 pour cent. En effet, bien qu'étant toujours positifs, les taux de croissance baisseront considérablement dans d'autres pays à revenu intermédiaire.

Les pays à revenu intermédiaire non dotés de ressources naturelles se portent relativement mieux. En Tunisie, la croissance pour 2009 se situera autour de 3 pour cent. Les recettes touristiques ont augmenté de 3 pour cent (900 millions de dollars EU) durant les cinq premiers mois de l'année, avec une hausse de 1,3 pour cent des arrivées de touristes. Par contre, les revenus du tourisme et les arrivées de touristes sont en diminution aussi bien en Égypte qu'au Maroc.

L'impact de la crise sur les grandes économies à revenu intermédiaire a de graves conséquences pour les pays voisins moins prospères. La récession en Afrique du Sud et la compression des effectifs dans le secteur minier ont contraint au chômage des milliers de travailleurs migrants originaires des pays voisins. Les envois de fonds des travailleurs vers ces pays ont sensiblement diminué. Le fléchissement de l'économie sud-africaine s'accompagne d'une réduction de la demande d'importations en provenance des pays voisins et d'une diminution globale des recettes dans la zone SACU. Il en va de même pour les voisins du Nigéria.

L'essoufflement des grands PRI retardera aussi la sortie de crise ainsi que le redressement des économies.

Les pays à faible revenu – vulnérabilité et risque de reprise tardive

Les pays à faible revenu dépourvus de ressources naturelles sont relativement protégés contre les premiers effets de la crise du fait de leur intégration limitée aux marchés de capitaux internationaux. En fait, les pays à faible revenu dotés de ressources naturelles peu abondantes devraient enregistrer une croissance plus rapide que leurs homologues

riches en ressources naturelles et les pays à revenu intermédiaire. Le premier groupe comprend les pays qui bénéficient de prix et d'une demande relativement favorables pour les exportations agricoles (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda). L'Ouganda a enregistré un excédent commercial de 37,8 millions de dollars EU en avril, comparé à un déficit de 81 millions de dollars EU au cours du même mois de l'année dernière, grâce à une augmentation substantielle des exportations de coton, entre autres. De la même manière, le Rwanda a bénéficié d'un accroissement des revenus du tourisme, qui sont venus compléter les exportations agricoles.

Toutefois, la question fondamentale pour les pays à faible revenu est de savoir comment ils peuvent maintenir cette performance relativement bonne. Le groupe comprend des pays qui sont entrés dans la crise alors que leurs conditions initiales étaient déjà difficiles et qu'ils souffraient d'une grande vulnérabilité aux chocs extérieurs. Il s'agit notamment de la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, entre autres... La vulnérabilité aux chocs extérieurs dépend principalement de trois facteurs qui sont : 1) la dépendance du pays à l'égard des exportations de produits primaires ; 2) la dépendance du pays à l'égard des financements extérieurs (les apports de capitaux, y compris l'aide extérieure et les transferts de fonds des migrants) ; et 3) la capacité du pays à faire face aux chocs, telle que mesurée par ses fondamentaux à travers la situation de la balance extérieure (réserves et solde du compte courant) et de son balance budgétaire. Comme l'illustre la Figure 4, tous les pays à faible revenu sont confrontés à au moins une de ces trois menaces en termes de vulnérabilité. Bon nombre de pays sont confrontés à deux de ces menaces alors que quatre pays font face à l'ensemble des trois menaces.

À mesure que s'accroît la crise, la capacité de réaction des pouvoirs publics dans ces pays à faible revenu continuera de se détériorer. Nombre d'entre eux se situent d'ores et déjà en-dessous ou près de leur niveau obligatoire de réserves de change. En République démocratique du Congo, les réserves ne couvrent plus que quelques semaines en termes d'importations. Les déficits du compte courants et les déficits budgétaires s'accroissent, érodant encore plus la marge de manœuvre budgétaire des pays. La Banque estime que pour ce groupe de pays, il faudrait jusqu'à 27 milliards de dollars EU pour combler l'écart entre l'épargne et les investissements afin d'atteindre le taux de croissance réalisé avant la crise. Relever le taux de croissance au niveau de 7 pour cent nécessaire pour réaliser les OMD exigerait d'investir jusqu'à 51 milliards de dollars EU (Tableau 2).

Ce groupe particulier de pays à faible revenu pose par conséquent un défi crucial et urgent à la communauté du développement. Avec un appui financier extérieur rapide et assez important, la majorité de ces économies peut éviter une détérioration des niveaux de vie des populations. En effet, les faits démontrent que, sans un financement extérieur rapide et adéquat, ces pays s'exposent au risque d'une grave récession, suivie par une reprise longue et ardue, une situation qui peut dégénérer en crise du développement et en crise sociale.

Le secteur privé frappé par la pénurie de liquidités

Avant la crise, de nombreux pays africains avaient connu une forte expansion de l'activité du secteur privé, notamment dans les secteurs du tourisme et des technologies de l'information et de la communication. L'expansion du secteur privé a contribué à la croissance et à la création d'emplois. La crise a porté un coup d'arrêt à cette évolution, notamment en raison de la pénurie de financement. Les opérateurs privés éprouvent toujours de sérieuses difficultés à obtenir des crédits pour l'investissement et le commerce. Les lignes de crédit ont été fermées et les promesses faites avant la crise ont été retirées dans certains cas. Les investisseurs et les banques privées ont eu de plus en plus recours à des banques régionales comme la Banque africaine de développement aussi bien pour solliciter un financement direct que pour sa participation à des accords de financement conjoints en vue de combler les déficits créés par le retrait des institutions de financement internationales.

Construire des économies africaines solides nécessitera des efforts concertés de la part des gouvernements et de leurs partenaires de développement afin d'œuvrer à l'émergence d'un secteur privé dynamique. Par conséquent, les nouveaux instruments de financement de la Banque, tels que l'Initiative de financement du commerce qui sont spécialement adaptés aux besoins du secteur privé, sont très appréciés. Néanmoins il est également évident que les dispositions en vigueur dans le cadre de ces programmes demeurent insuffisantes pour faire face à l'augmentation de la demande. Par ailleurs, il est important que les nouveaux engagements pris par la communauté mondiale de mettre à disposition de nouvelles ressources se traduisent par une augmentation des financements en direction du secteur privé.

3. La réponse à la crise au niveau national

Depuis le début de la crise, les gouvernements africains font de leur mieux pour contrer ses répercussions sur l'économie et réduire les difficultés des ménages. Dans nombre de pays, les budgets pour 2009 ont prévu des augmentations substantielles des dépenses publiques consacrées aux programmes visant à stimuler la croissance et la création d'emplois. Au Rwanda, par exemple, le budget 2009 est supérieur de 24 pour cent à celui de l'année précédente et il comprend 330 millions de dollars EU de dépenses consacrées aux infrastructures et 152 millions de dollars EU consacrés à différents programmes visant à accroître la capacité de production. En Tanzanie, les autorités ont augmenté le budget national de 31 pour cent par rapport à l'année dernière, en affectant près de la moitié des dépenses à l'agriculture, aux écoles, à la santé et à l'infrastructure pour soulager la tension causée par le ralentissement de l'économie mondiale.

D'autres gouvernements africains ont également initié des mesures pour soutenir les secteurs clés les plus frappés par la récession à l'échelle mondiale. Le gouvernement sud-africain, par exemple, a conçu un plan de sauvetage de l'industrie textile qui prévoit notamment l'octroi de prêts à des taux préférentiels aux entreprises textiles pour la modernisation du matériel, la répression des importations illégales de produits textiles bon marché et la réduction des droits sur les importations d'intrants pour la production de textile. Au Maroc, le gouvernement s'est engagé à allouer des fonds pour soutenir la

promotion du tourisme et a aussi dévoilé un plan de garantie des prêts en faveur des secteurs textiles et des pièces automobiles.

Néanmoins, peu de pays africains sont en mesure d'initier et de maintenir des plans de sauvetage cohérents face à la baisse des recettes publiques et à la diminution des réserves de change. La capacité de réaction de la plupart des gouvernements africains étant très limitée, la solution à la crise ne saurait faire l'économie d'un concours des partenaires au développement.

4. Les financements promis par la communauté internationale pour surmonter la crise sont importants, mais insuffisants pour l'Afrique

Le Sommet du G-20 qui s'est tenu en avril a permis de parvenir à un consensus sur le fait que la crise mondiale requiert une solution coordonnée au niveau mondial. Ce constat a été réitéré lors de la rencontre, les 11 et 12 juin à Rome, des ministres chargés du développement du G8 qui ont décidé « d'agir de façon coordonnée pour empêcher que la crise économique ne se transforme en une crise sociale plus profonde » (Synthèse du Président, 12 juin). Les pays du G20 ont adhéré à un plan de relance d'une ampleur sans précédent et ont pris des engagements ambitieux pour la prise de mesures en vue de restaurer le flux des crédits par l'accroissement des ressources du FMI et de la Banque mondiale.

Cependant, des préoccupations subsistent quant à la façon exacte dont ces initiatives mondiales se matérialisent par des ressources susceptibles d'être utilisées aussi bien pour soutenir les programmes de prévention des crises et répondre aux besoins de développement à long terme des pays africains. S'agissant des pays à faible revenu, un des problèmes fondamentaux a trait au fait qu'ils ne sont pas éligibles pour bénéficier de l'essentiel des nouvelles ressources octroyées sous forme de prêts. Pour ce qui est des pays à revenu intermédiaire, le sujet de préoccupation est lié au risque d'endettement cumulatif qui mettrait à mal les perspectives de croissance de ces pays et leur capacité à tirer parti de la relance à l'échelle mondiale. En outre, étant donné que les ressources mises à la disposition du FMI ont surtout un caractère à court terme, l'on ne peut espérer les utiliser pour faire face aux besoins de financement à long terme des pays africains, notamment pour l'infrastructure. Un autre sujet de préoccupation est relatif au manque de souplesse des mécanismes de financement traditionnels qui limitent la capacité de réaction et d'adaptation à la situation particulière des pays.

À l'évidence, il reste beaucoup à faire pour satisfaire les besoins de financement des pays africains dans le contexte actuel de crise. En particulier, il est indispensable d'augmenter le pool de ressources concessionnelles et les dons en faveur des pays à faible revenu. Pour améliorer l'efficacité de la réponse à la crise, il est souhaitable que le FMI oriente les ressources à court terme qui ont été approuvées récemment en financement à long terme pour le développement, principalement à travers les Banques de développement régionales et multilatérales. De plus, il est impératif de faire preuve d'une plus grande souplesse afin d'accroître l'efficacité des interventions visant à répondre aux besoins des

pays africains dans le contexte de la crise qui sévit à l'échelle internationale. De ce point de vue, il est indispensable d'assurer un examen rapide du cadre de viabilité de la dette.

5. Une action vigoureuse et coordonnée est nécessaire pour éviter une crise du développement et préparer le continent à une reprise rapide

Une réponse intégrée à la crise exigera une coordination des actions des gouvernements africains et celles de leurs homologues chargés du développement pour assurer la plus grande efficacité possible. À l'intérieur de l'Afrique, le succès passera nécessairement par le renforcement des partenariats entre les pouvoirs publics et le secteur privé en vue d'exploiter le potentiel de ressources humaines et financières pour construire des économies compétitives et réactives.

Les mesures politiques visant à répondre à la crise doivent être de nature prospective et s'orienter dans deux directions. D'une part, il importe de préserver les moyens d'existence en garantissant la protection de l'emploi et des dépenses consacrées aux secteurs sociaux (éducation, santé et assainissement). D'autre part, il est indispensable de soutenir les leviers de la croissance au niveau national afin d'assurer une reprise accélérée après la crise. Ceci requiert notamment le maintien de niveaux d'investissement importants en matière d'infrastructure et le soutien au secteur privé, en facilitant en particulier le financement des investissements et des échanges.

Les économies avancées peuvent aider au redressement de l'Afrique :

- En poursuivant des stratégies qui stimulent la demande pour les exportations africaines. En effet, la reprise dans les pays développés et les pays émergents aidera l'Afrique à sortir de la crise par l'accroissement des exportations africaines et des mouvements de capitaux.
- En décourageant les pratiques protectionnistes dans les domaines des échanges et de la finance. Le protectionnisme aura l'effet déplorable de réduire les flux d'échanges et de capitaux.
- En aidant à accroître les financements à taux concessionnel ainsi que les dons en faveur des pays africains à travers des mécanismes bilatéraux et multilatéraux.
- En fournissant des financements adéquats aux pays à faible revenu ainsi qu'en contribuant au financement de programmes visant à renforcer les interventions destinées à lutter contre la vulnérabilité.
- En honorant les promesses de financement faites à l'Afrique.

Néanmoins l'effort doit venir en grande partie du continent : les pays africains affichant des fondamentaux macroéconomiques solides et un environnement favorable aux affaires bénéficieront d'investissements étrangers induits par la reprise au niveau mondial. Les investissements publics à haut rendement sont indispensables à une véritable relance. En outre, les partenariats stratégiques entre les pouvoirs publics et les acteurs du secteur privé sont essentiels pour bâtir des économies capables de surmonter les crises, notamment grâce au financement conjoint de vastes projets d'infrastructures publiques.

Ainsi, les pays africains doivent :

- trouver un équilibre entre la réponse à la crise et la réduction des obstacles à une croissance à long terme ;
- rétablir un équilibre entre les sources externes et nationales de la croissance ;
- accorder la priorité aux infrastructures, à la logistique du commerce et l'intégration régionale ;
- accélérer les réformes institutionnelles ;
- concilier le rôle de l'État et le rôle des mécanismes du marché ; ils ne doivent pas se retirer des marchés ni se désengager de l'économie mondiale.

6. Conclusion

Bien que l'impact de la crise ait varié d'un pays et d'un secteur à un autre, la crise a sérieusement affecté les pays africains. La baisse des recettes d'exportation, la diminution des entrées de capitaux et la réduction des recettes fiscales font courir le risque d'un retour des « doubles déficits » qui mettent à mal la viabilité à long terme des économies nationales. En l'absence d'une riposte vigoureuse de la communauté internationale, il y a un véritable risque que la crise de la croissance ne dégénère en crise du développement.

Au regard de la disparité de l'impact de la crise d'une économie africaine à une autre, la Banque africaine de développement a adopté une démarche personnalisée vis-à-vis de l'assistance aux pays membres régionaux. En ce qui concerne les pays à faible revenu, la Banque est en train d'accélérer le transfert des ressources existantes afin d'aider à combler les déficits du solde budgétaire et du solde du compte des opérations courantes. S'agissant des pays à revenu intermédiaire, la Banque a mis en place des instruments d'intervention d'urgence souples et à décaissement rapide, notamment une initiative de financement du commerce de 1 million de dollars EU et une facilité de liquidité d'urgence pour l'octroi de concours de trésorerie d'un montant de 1,5 milliard de dollars EU. Cependant, il est évident que l'enveloppe de ressources actuelle de la Banque sera bientôt insuffisante pour faire face à la demande croissante de financement à mesure que la crise prendra de l'ampleur, d'où la nécessité d'augmenter immédiatement les ressources mises à la disposition de l'institution.

En définitive, la solution à la crise exigera des initiatives collectives pour stimuler la demande mondiale et éviter des récessions de grande ampleur. Au plan des politiques, il est impératif que l'Afrique s'engage dans les débats mondiaux. Aussi, est-il essentiel d'assurer que le continent soit effectivement représenté dans les institutions mondiales de premier plan comme le FMI et la Banque mondiale, et que sa voix soit entendue dans les grandes instances comme le G20.

Tableau 1 : Marchés des valeurs mobilières : évolutions de l'indice de capitalisation boursière, juillet 2008-juin 2009

Région/Pays	Nom de l'indice	Code de l'indice	Niveau de référence* (31/07/2008)	Valeur à la fin de la semaine précédente (19/06/2009)	Valeur à la fin de la semaine en cours (26/06/2009)	Variation
						06-2009 par rapport à la semaine précédente
Marchés africains						
Côte d'Ivoire	Indice composite de la BRVM	BRVM CI	242,54	135,4	145,52	7,47
Égypte	Indice CASE 30	CASE30	9 251,19	6 163,26	5 479,51	-11,09
Kenya	Indice boursier du Kenya	NSE	4 868,27	3 279,67	3 266,45	-0,40
Maurice	Mauritius AllShares	SEMDEX	1 735,77	1 458,04	1 454,18	-0,26
Maroc	Indice composite de Casa	MASI	14 134,7	11 637,39	11 615,08	-0,19
Nigéria	Indice composite NSE	NSE	52 916,66	28 910,19	25 813,55	-10,71
Afrique du Sud	Indice composite	JALSH	27 552,65	22 399,18	22 308,28	-0,41
Tunisie	Tunis se Tnse Index STK	TUNINDEX	3 036,87	3 604,90	3 661,35	1,57
Autres marchés						
États-Unis	Dow Jones Industrial	DJ Index	11378,02	8539,73	8 438,39	-1,19
France	Indice CAC 40	CAC40	4392,36	3221,27	3 129,73	-2,84
Japon	Indice Nikkei 225	N225	13376,81	9786,26	9 877,39	0,93

*Niveau de référence au 31/07/2008, à l'exception du Zimbabwe au 31/08/2008

Sources : Département de la statistique de la BAD ; Base de données électronique des taux de change d'Oanda, juin 2009.

Tableau 2 : Déficit de financement dans les pays africains à faible revenu*

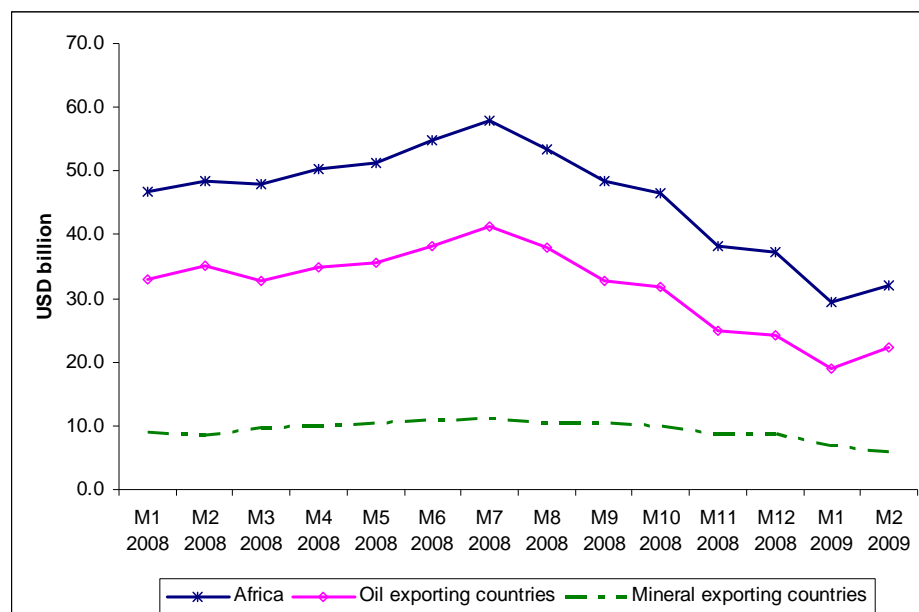
Réaliser un taux de croissance conforme aux OMD						
Déficit de financement en milliards de dollars EU			Déficit de financement en % du PIB			
	Exportateurs de pétrole	Exportateurs de minéraux	Autres PFR	Exportateurs de pétrole	Exportateurs de minéraux	Autres PFR
2009	22,7	11,5	17,0	15,7	23,2	34,4
2010	25,2	12,5	18,3	16,8	23,9	35,0

Réaliser le taux de croissance réalisé avant la crise						
Déficit de financement en milliards de dollars EU			Déficit de financement en % du PIB			
	Exportateurs de pétrole	Exportateurs de minéraux	Autres PFR	Exportateurs de pétrole	Exportateurs de minéraux	Autres PFR
2009	5,3	8,8	12,9	11,2	20,4	24,9
2010	6,8	9,4	13,7	13,6	20,5	24,9

Note : Ici, les PFR représentent l'ensemble des 38 pays qui sont admissibles au guichet FAD ; au nombre de ces pays, figurent des pays qui ne sont pas classés dans la catégorie des PFR selon la définition de la Banque mondiale.

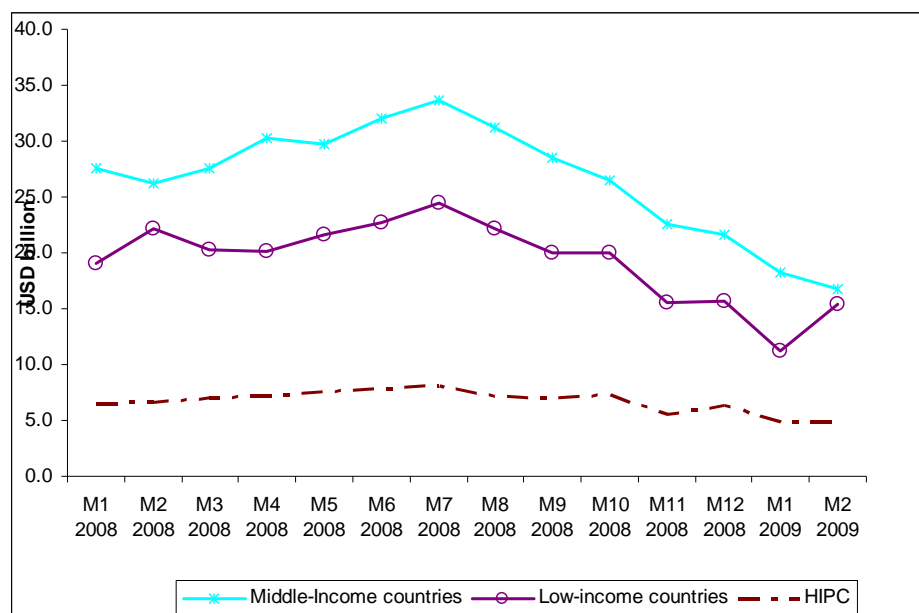
Source : Calculé à partir de la base de données et des modèles élaborés par la BAD

Figure 1 : Les exportations de l'Afrique par catégorie de dotation en ressources, janvier 2008 à février 2009 (en milliards de dollars EU)



Source : FMI, base de données DOT

Figure 2 : Les exportations de l’Afrique par catégorie de revenu, janvier 2008 à février 2009 (en milliards de dollars EU)



Source : FMI, base de données DOT

Figure 3 : Fondamentaux économiques, vulnérabilité et impacts différenciés de la crise économique

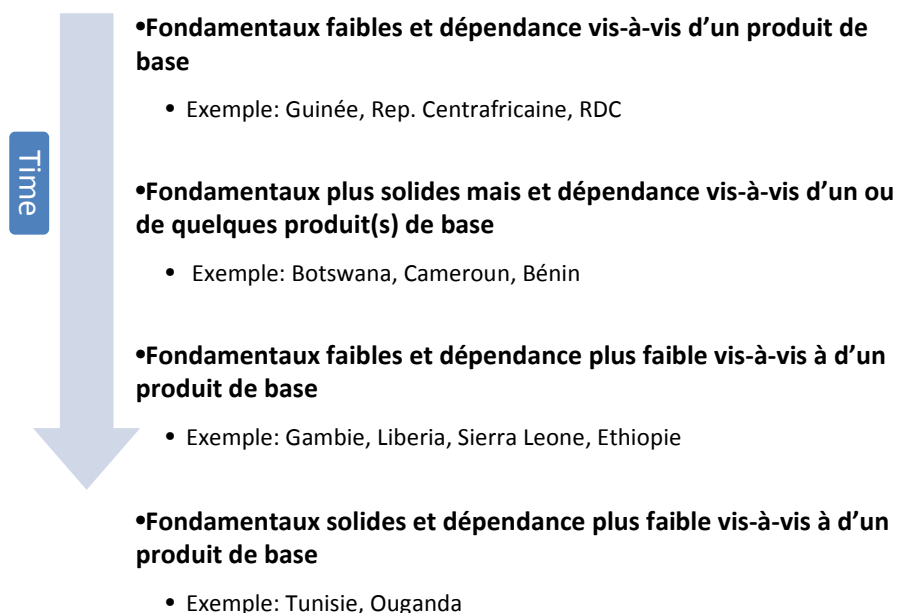
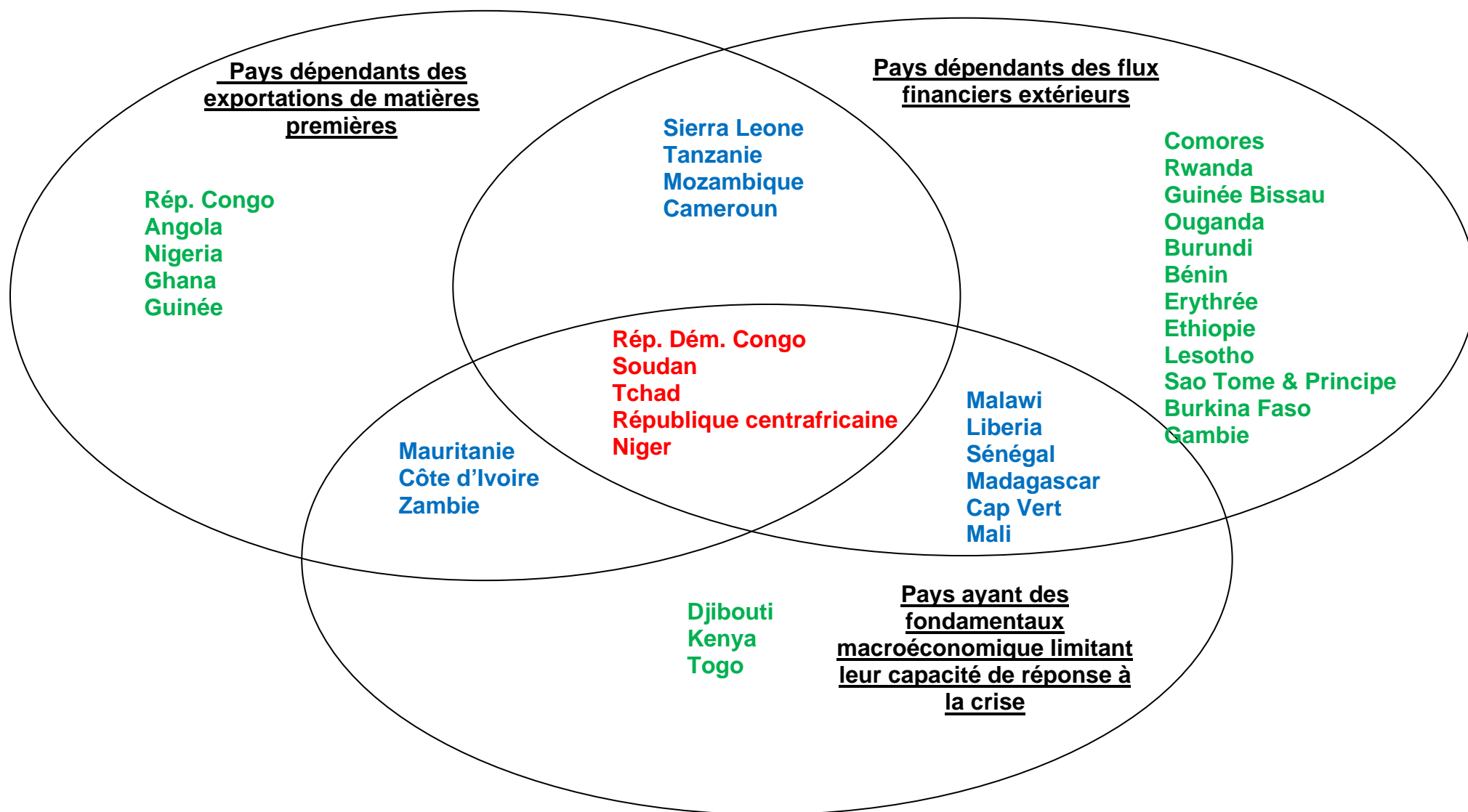


Figure 1: Exposition des pays à faible revenu face à la crise



Critères

- Pays dépendants des matières premières : pétrole et minéraux.
- Pays dépendants des flux financiers extérieurs : APD, IDE, transferts de fond des migrants
- Pays ayant une capacité macroéconomique réduite pour répondre à la crise : réserves, balance budgétaire.

